

XXI: Odyssée de l'armée

Armée 95 portait son caractère transitoire dans son intitulé. En prenant les chiffres du siècle, Armée XXI devait au contraire s'inscrire dans la durée. Il n'en est rien. Quelques mois seulement après l'entrée en vigueur de la réforme, Armée 2011 fait son apparition.

Rendons à César ce qui appartient à César. Si les stratèges du Département de Samuel Schmid (DDPS) étaient aussi bons sur le champ de bataille que dans l'arène politique, l'armée suisse serait un modèle d'efficacité. Ainsi, l'ennemi héréditaire paraît définitivement anéanti. Les chimères abolitionnistes qui ont agité le débat politique à la fin des années huitante se sont éloignées pour de bon. Seul un cinquième des votants a soutenu l'initiative pour la suppression de l'armée en 2001 tandis qu'Armée XXI a bénéficié d'un large soutien. En bons généraux, les cadres du DDPS ne se reposent pas sur leurs lauriers; ils repartent à l'assaut avec une nouvelle réforme.

Une troupe «d'élite» de 50000 soldats professionnels aux côtés de 70000 miliciens moins bien formés: au niveau des chiffres, la proposition ressemble à s'y méprendre aux solutions avancées par ceux qui considéraient qu'Armée XXI était un projet surdimensionné (cf. DP n° 1472). La milice ne se chargerait en outre plus de la défense des frontières contre un ennemi potentiel, mais le citoyen soldat consacrerait désormais son temps sous les drapeaux à la surveillance d'ambassades et des conférences internationales. Les bidasses occupés à autre chose qu'à défendre des mètres carrés d'Helvétie:

voilà qui ne fait bondir que quelques nostalgiques des grandes manœuvres. Mais, des miliciens peu formés ne paraissent pas les plus aptes à assurer des missions de surveillance délicates, confiées à l'étranger aux formations les plus aguerries. Fusils oubliés, surveillants en goguette, l'actualité a apporté récemment quelques exemples inquiétants. En outre, la diminution des budgets militaires est devenue heureusement une donnée incontournable. Chez nos voisins français, l'armée - domaine réservé du Président - n'échappe d'ailleurs pas à la cure minceur imposée par Nicolas Sarkozy.

Dans nos frontières, la formation des recrues et leur équipement princier sont devenus beaucoup trop chers. La Suisse ne peut plus prétendre faire cavalier seul pour assurer la surveillance de son territoire: l'examen d'une carte de l'Union européenne dans ses nouvelles frontières du 1^{er} mai permet de se convaincre de l'absurdité de cette tâche.

Refus devant l'obstacle: toutes les réformes militaires s'en tiennent aux deux valeurs sacrées que sont l'armée de milice et l'obligation de servir. Même si cette dernière ne veut plus rien dire quand la moitié environ des conscrits ne revêt plus d'uniforme gris-vert. La boucle est ainsi quasiment bouclée. L'appareil militaire a assimilé à son profit les changements politiques consécutifs à la chute du mur de Berlin. La survie de l'armée de milice est assurée, même s'il s'agit d'une coquille vide. Au pis, il restera l'organisation de la Patrouille des Glaciers! AD

Dans ce numéro

La TVA finance le social via la productivité nationale.

Lire en page 2

La Suisse doit négocier avec l'Union européenne.

Lire en page 3

Il faut soutenir l'excellence scientifique des hautes écoles sans tomber dans l'élitisme.

Lire en page 4

La Landsgemeinde d'Appenzell Rhodes intérieurs défie le temps et la modernité.

Lire en page 5

La Bibliothèque nationale suisse rend hommage à l'écrivain Ludwig Hohl.

Lire en page 7

La rengaine de l'extrême gauche

L'augmentation de la TVA est une manière de financer le social par la productivité nationale via l'adaptation des salaires et des rentes au coût de la vie.

Elle est typée, l'opposition de la droite à l'augmentation de la TVA. En tête, l'UDC, par réflexe idéologique : l'impôt appauvrit. Les rats rouges rongent. L'affiche qui défraye la chronique visait précisément la TVA. Moins provocateurs mais tout aussi déterminés, tous les groupements patronaux suisses qui refusent que croisse encore la quote-part des prélèvements obligatoires, décidés à faire payer en prestations réduites ce qui ne sera pas payé par l'impôt. Aux côtés des milieux économiques, fidèle allié, le parti radical désavoue son conseiller fédéral. Cette coalition significative n'a pas retenu quelques syndicats, dont le SSP, et l'extrême gauche d'ouvrir un deuxième front contre la TVA. Car, pour eux, cet impôt de consommation

est, comme tel, antisocial. Leur position est doctrinaire, servie par un argumentaire ressassé. Si une fois encore nous reprenons le sujet, c'est avec l'espoir, sinon de convaincre, du moins de renouveler les points majeurs du débat de la gauche.

Les critiques

Qui consomme paie sur chaque achat la même taxe, riche ou pauvre. Or le franc du pauvre est plus précieux que le franc du riche, donc l'impôt indirect plus lourd. Certes on peut dire que le riche en consommant largement, selon ses moyens, paie proportionnellement à sa dépense. Mais s'il a des revenus importants, il épargnera, voyagera à l'étranger, si bien que le prélèvement de la TVA sera même légèrement dégressif. Par conséquent, l'extrême gauche dit préférer un financement par cotisations salariales qui garantit mieux la proportionnalité des prélèvements.

Le déplacement du débat

En réponse, il faut se reporter pour juger de l'équité d'un prélèvement obligatoire au revenu disponible après impôt. L'impôt direct réduit de manière nette le revenu, alors que la TVA agit en deux temps. Certes au moment de la consommation elle restreint le pouvoir d'achat puisqu'un certain pour-cent (7.6%) n'est pas converti en marchandise ou en service, mais en taxe. Mais comme l'indice des prix enregistre les prix TVA compris, la TVA est, en quelque sorte remboursée, dans la mesure où les salaires et les rentes sont adaptés au coût de la vie. En revanche, l'augmentation des cotisations sociales préconisée par l'extrême gauche serait une réduction du revenu disponible sans compensation et sans rattrapage. La défense du pouvoir d'achat est une ligne forte de l'action syndicale. En cas de hausse de la TVA, elle trouve une nouvelle raison d'agir, une nouvelle force, une nouvelle intransigeance. Si la compensation du

renchérissement est intégrale, la hausse de la TVA est une manière de financer le social par la productivité nationale.

A titre complémentaire

Si l'on augmente les retenues salariales pour financer l'AVS et l'AI, le coût du travail est alourdi d'autant, ce qui n'est pas souhaitable. D'autre part les personnes âgées paient comme tout consommateur la TVA. Elles financent donc un peu l'institution dont elles sont les rentiers. C'est un début de rééquilibrage de la solidarité entre les générations.

Ces thèmes majeurs devraient être au centre du débat. Mais l'extrême gauche ne les évoque pas, préférant s'en tenir au catéchisme. ag

Ruth Dreifuss, citoyenne

L'ancienne conseillère fédérale a pris clairement position contre la onzième révision de l'AVS. Le parti radical a cru bon de s'en offusquer. Mais Ruth Dreifuss a vécu de l'intérieur (c'est le cas de le dire) les dérobades successives de la droite.

Cette droite accepte d'abord, au niveau du Conseil fédéral, la compensation des sacrifices demandés aux femmes par l'introduction de la retraite flexible, dotée de 800 millions, réduits ensuite à 400, puis biffés par le Parlement.

Lorsque le Parlement transforme trop lourdement un projet du Conseil fédéral, celui-ci doit-il le défendre devant le peuple ? La question est ouverte. Mais pourquoi donc un ancien membre du gouvernement, qui n'est plus soumis aux règles de la collégialité, devrait-il défendre un projet que le Parlement a dénaturé ?

En usant de sa liberté retrouvée, Ruth Dreifuss a agi en citoyenne, mais aussi légitimement en ancienne Conseillère fédérale ayant été le témoin direct des reniements successifs de la droite. ag

Meraviglioso mondo du Schwiizeropento

Alors que la conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique a privilégié l'apprentissage de l'anglais dans les écoles suisses alémaniques aux dépens des langues nationales, la Jeunesse Socialiste Suisse résiste de manière originale à cette déferlante de la langue de Shakespeare. Elle publie son journal infrarouge en «Schwiizeropento». Il s'agit d'un mélange des quatre langues nationales, à l'image de l'«europanto», langue hilarante mais étonnamment compréhensible, inventée à partir de plusieurs langues européennes par Diego Marani, traducteur pour l'Union européenne. Outre les informations statutaires et un article en romanche, infrarouge-rot-rosso est presque entièrement rédigé en Schwiizeropento, des articles de fond sur la TVA aux blagues de la dernière page. Quant à l'entretien avec le conseiller national neuchâtelois Didier Berberat, auteur d'un postulat sur l'usage de l'anglais, il est rédigé alternativement en français, en allemand et en italien. jcs

Infrarouge, n° 142, avril 2004.
www.juso.ch - www.poesie.org/europanto

La Suisse condamnée au succès

La Suisse mène
une politique
défensive à
l'égard de l'Union
européenne.
Pour l'heure, elle
négocie sous
la contrainte afin
d'éviter une
dégradation de
sa situation.

Ce 1^{er} mai, l'Union européenne compte donc vingt-cinq membres. Ce spectaculaire élargissement influence évidemment la Suisse située au cœur géographique de ce vaste ensemble de 450 millions d'habitants. Dans son dernier rapport sur la politique économique extérieure, le Conseil fédéral y voit une chance pour notre pays avec un gain de croissance et le recrutement facilité d'une main-d'œuvre qualifiée (cf. DP n° 1596). Cette évolution positive dépend cependant du succès des négociations avec Bruxelles sur l'extension de la libre circulation des personnes et une participation financière de la Suisse au fonds de cohésion en faveur des nouveaux membres. Selon l'analyse juridique et politique du Conseil fédéral, un échec entraînerait la dénonciation de tous les accords négociés depuis dix ans, avec des conséquences

extrêmement dommageables pour l'économie suisse, telles que la suppression des droits de vol pour les compagnies suisses, le violent coup de frein aux exportations de fromage, en passant par l'abolition de nombreuses facilités consenties aux entreprises exportatrices. Berne est donc condamnée au succès. Un accord est heureusement à portée de main.

Mais nos difficultés ne s'arrêtent pas là. La Suisse est sous pression pour conclure l'accord sur la fiscalité de l'épargne qui lui coûtera la restitution de fortes sommes encaissées au titre de l'impôt anticipé. Elle est quasiment contrainte de s'associer aux accords de Schengen et d'accepter une nouvelle limitation du secret bancaire. En restant à l'écart de cette collaboration policière, elle serait à la merci de toutes les perturbations tracassières aux frontières et servirait de refuge potentiel aux organisations criminelles

traquées par les Européens. La Suisse se doit également de participer au système de Dublin sur l'asile pour ne pas devenir la terre promise des immigrants éconduits par les pays voisins.

L'inventaire des relations avec Bruxelles montre que la Suisse mène aujourd'hui un combat essentiellement défensif. Elle négocie pour éviter que sa situation ne se péjore à l'intérieur de l'Europe. Fini le temps où Berne négociait des avantages économiques réciproques qui lui permettaient au bout de l'exercice d'apprécier le bénéfice des accords conclus. Cette nouvelle situation crée évidemment en Suisse une image négative de l'Union. Elle freine les mouvements de sympathie en direction de la construction européenne, génératrice de paix et de prospérité. Lorsque le peuple suisse finira par accepter l'adhésion, ce sera sous la contrainte et non par un choix réfléchi et souverain. *at*

Emissions de CO₂

L'aumône des pétroliers

La politique de lutte contre le réchauffement climatique illustre à la caricature la difficulté de concrétiser les intentions générales. En 1997, la Suisse, comme de nombreux pays, s'est engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre. Une loi fédérale fixe une échéance à 2010 pour réduire ces émissions de 10% par rapport aux valeurs de 1990. Dans un premier temps, le Conseil fédéral avait proposé une taxe incitative sur le CO₂. Devant la résistance des milieux économiques, la loi finalement adoptée donne la priorité à l'initiative volontaire des principaux responsables - industrie, pétroliers, importateurs automobiles. La taxe ne sera introduite que si les objectifs ne sont pas atteints. Et pour affaiblir la menace, c'est le Parlement et non le Conseil fé-

déral qui fixera le montant de cette taxe.

Aujourd'hui il apparaît que les objectifs seront probablement atteints pour les combustibles mais non pour les carburants. Aussi il est temps de mettre en vigueur une taxe sur l'essence, comme le prévoit la loi. Les milieux du transport et de l'industrie pétrolière, qui n'ont pas tenu leurs engagements, entrent à nouveau en résistance. En lieu et place de la taxe, ils proposent de prélever volontairement un centime par litre d'essence - le «centime en faveur du climat» - qui alimenterait un fonds de 70 à 100 millions de francs destiné à financer des projets de réduction des émissions de CO₂ en Suisse et à l'étranger. Il va sans dire que ce centime n'aurait aucun impact sur la consommation de carburant. *jd*

Place à l'élitisme ?

La Suisse a besoin de l'excellence scientifique. Mais ce n'est pas en discriminant entre bonnes et mauvaises universités que l'on stimulera la recherche et la compétitivité.

Avenir suisse, réservoir d'idées financé par les milieux économiques, est visiblement satisfait du tollé provoqué par ses propositions ultralibérales d'augmenter les taxes universitaires et de remplacer les bourses d'études par des prêts (voir *DP* n° 1589). Il revient maintenant avec des propositions pour modeler le

paysage universitaire suisse à la mesure de ses mécènes.

Une formation à trois vitesses

Il s'agit de classer les hautes écoles en trois catégories. Les hautes écoles de «niveau international» auraient droit à la majeure partie du financement, pourraient faire de la recherche de pointe et sélectionner leurs étudiants comme bon leur semble (par exemple par des écolages prohibitifs). Les hautes écoles de «niveau européen» auraient le droit de délivrer quelques *masters*, exceptionnellement de former des docteurs et faire un peu de recherche. Quant aux étudiants des hautes écoles «régionales», ils n'auraient accès ni à la recherche, ni aux *masters*, titre pourtant appelé à remplacer la licence actuelle.

Le projet d'*avenir suisse* prévoit une intensification de la concurrence entre les universités: c'est aux dépens des autres institutions qu'elles atteindront une «bonne» catégorie et pourront profiter d'un meilleur financement, ce qui pourrait nuire aux velléités de coopération dont les hautes écoles font montre actuellement. La communauté universitaire est sceptique: dans son allocution lors du *dies academicus* du 24 avril, le recteur de l'université de Zurich a dénoncé les effets pervers de la course à la réputation et de la concurrence acharnée entre chercheurs.

Derrière la proposition louable de pousser les hautes écoles qui jouissent déjà d'une excellente réputation internationale (Ecoles polytechniques fédérales, HEC de Saint-Gall) à s'améliorer encore, se cache surtout la volonté de bé-

néficier d'une formation de pointe sans en payer le prix. En réservant la majorité du financement à un petit nombre d'institutions, *avenir suisse* admet vouloir réduire les subventions aux autres hautes écoles et donc la qualité de leur enseignement et de leur recherche. Pourtant, chaque université, même parmi les plus petites, possède un ou plusieurs instituts ou facultés à la réputation mondiale établie (par exemple la faculté lausannoise de théologie).

L'excellence interdite

Parquer les universités dans des catégories où elles ne pourraient presque plus proposer doctorat ou *masters*, voire leur interdire carrément de faire de la recherche, c'est les transformer en de simples écoles professionnelles. Cette proposition correspond parfaitement à la volonté d'*economiesuisse* de limiter drastiquement l'accès aux *masters*, afin que les étudiants rejoignent le marché du travail le plus vite possible.

Malgré leurs grandes professions de foi en faveur d'investissements dans la science et la recherche, les milieux économiques prévoient ainsi de limiter les dépenses de la formation tertiaire.

Les conséquences d'une pareille politique sont prévisibles: une diminution de la qualité de la recherche et donc de l'enseignement et, si l'on permet aux hautes écoles de pointe de sélectionner leurs élèves, une entrave à la démocratisation des études. En effet, les taxes d'étude très élevées et les concours d'entrée nécessaires à une pareille sélection ne peuvent qu'exclure les milieux modestes. Sésame actuel aux études universitaires, la maturité verrait diminuer fortement sa valeur, puisqu'elle ne permettrait plus d'accéder à la formation de pointe. La Suisse a besoin d'excellence, mais toutes les hautes écoles doivent avoir la possibilité d'exceller. N'y autoriser qu'un petit nombre c'est condamner les autres, et donc la plus grande partie du système, à la médiocrité. *jcs*

Quand les hautes écoles se coupent de la cité

L'EPFZ, citée par *avenir suisse* comme l'exemple de la haute école de «niveau international», projette de créer «science city», grand campus à l'image des universités nord-américaines, où personnel et étudiants travaillent, habitent, font leurs achats et se distraient, hors du monde. L'EPFZ, qui aimerait rivaliser avec ces grandes universités, risque ainsi de se retirer dans une sorte de tour d'ivoire. Il y a quelques années, le festival «science et cité», organisé pour renforcer les liens entre population et université et casser de cette façon le mythe d'une communauté scientifique coupée du monde, avait connu un important succès. Espérons que l'EPFZ applique les parties du projet «science city» destinées à intégrer la population non-universitaire dans ce nouveau quartier. Sinon ces efforts nécessaires de rapprochement risquent d'être réduits à néants.

Rectificatif

Certes les RoCHAT sont nombreux dans le canton de Vaud et dans sa vie politique. Ce n'est toutefois pas une raison pour confondre Jean-Claude, député radical, avec Charles-Louis, conseiller d'État libéral. C'est ce qui est arrivé à *DP* la semaine passée. Nous en sommes bien sûr désolés même si notre édition Internet a pu échapper à cette confusion.

IMPRESSUM

Rédacteur responsable:
Jacques Guyaz (jg)
Rédaction:
Marco Danesi (md)
Ont collaboré à ce numéro:
Eric Baier
Jean-Daniel Delley (jd)
Alex Dépraz (ad)
André Gavillet (ag)
Jacques Mühlethaler
Christian Pellet
Jean-Christophe Schwaab (jcs)
Albert Tille (at)
Responsable administrative:
Anne Caldelari
Impression:
Presses Centrales Lausanne SA
Administration, rédaction:
Saint-Pierre 1, case postale 2612
1002 Lausanne
Téléphone: 021/312 69 10
E-mail: redaction@domainepublic.ch
administration@domainepublic.ch
www.domainepublic.ch

La démocratie en direct

Le dernier dimanche d'avril, Appenzell Rhodes intérieurs met en scène sa Landsgemeinde annuelle. Entre mythe et réalité, elle vit des contradictions qui travaillent un monde à la fois ancien et moderne.

Le Landammann renonce à départager d'un seul coup d'œil les mains levées. Il faut compter, trente-neuf ans après la dernière fois. Un à un, les citoyens d'Appenzell Rhodes intérieurs défilent entre les huissiers empanachés. Au bout d'une demi-heure, Melchior Loose, colonel à l'armée, employé de La Poste et restaurateur sans parti, bien vu par le PDC, l'Union suisse des arts et métiers (USAM), et l'UDC locale, défait Katja Gmünder, institutrice esseulée. Le décompte la condamne, 1856 voix contre 1308. L'exécutif reste une affaire d'hommes, «la Landsgemeinde a toujours raison», pavoise Alfred Wild après quatorze ans passés à la tête de la police. Le public avale son étonnement, avec discrétion. Histoire d'honorer une réputation de gens taciturnes servie en slogan publicitaire pour l'*Appenzeller* d'exportation. Il y a un an, Rosemarie Koller-Schmid, championne du Forum des femmes, avait subi le même sort. Le souvenir de Ruth Metzler, première femme élue au Conseil d'Etat en 1996, s'estompe déjà, sans parler du bonheur passager du droit de vote féminin imposé par le Tribunal fédéral en 1990. Christoph Blocher, invité d'honneur, apprécie le spectacle depuis les gradins, malgré une maigre indignation populaire exprimée dans courrier des lecteurs de l'*Appenzeller Tagblatt*.

Le rite

Tout commence à l'église, le matin. Catholiques, séparés des cousins de Rhodes extérieurs depuis 1524, les Appenzellois de l'intérieur vivent enclavés entre terre et ciel, paysans et fidèles au sommet des collines glanées entre les rives du Bodan et le Säntis. La messe, puis les cloches de midi annoncent le départ vers la place de la Landsgemeinde, cernée par une foule d'appareils photo-vidéo de poche. Au son de la fanfare et des tambours, les autorités, enveloppées dans les capes noires du protocole, gagnent la tribune dressée dans le creux de l'esplanade. Les drapeaux de la commune d'Oberegg et de cinq districts du Pays intérieur, le bourg d'Appenzell et ses banlieues, saluent les citoyennes et les citoyens.

Les plus têtus portent toujours une épée. Ils écumement un ring gardé par des grenadiers à l'étroit dans leurs uniformes d'apparat.

Bruno Koster, le Landammann sortant, responsable de l'économie publique, ouvre les débats. Fier des comptes équilibrés du canton, le moins endetté de Suisse, il rappelle à Christoph Blocher, ennemi juré de la bureaucratie, la sobriété de l'administration appenzelloise. Elle coûte annuellement sept cents francs par habitant contre mille neuf cent à Genève.

Selon l'usage, arrivé au terme de son mandat, il s'écarte et laisse la place à son alter ego Carlo Schmid-Soutter, le chef de l'instruction publique, avec lequel il se relaie au pouvoir tous les deux ans. Le Landammann en fonction préside ainsi d'un seul coup la Landsgemeinde et le gouvernement. Souvent, il siège également au Conseil des Etats. C'est le cas de Carlo Schmid-Soutter, digne héritier de Raymond Broger même si depuis son élection il a renoncé au pouvoir judiciaire qu'exerçait volontiers son prédécesseur. Ce dernier, tel un monarque, a régné sur le canton jusqu'à sa mort en 1980. Un reportage devenu célèbre de Nicolas Meienberg raconte encore sa verve autoritaire et son appétit pantagruélique.

Le chef

Carlo Schmid-Soutter s'empare du micro coulé dans la mesure syncopée de l'appenzellois. La place tremble quand le peuple récite le serment qui précède les délibérations. Une litanie opaque et sourde jaillit du ventre de l'arène, réduit à parking payant le reste du temps. On élit les magistrats et on vote les lois, une trentaine d'objets arrangés à l'avance par le Grand Conseil et expédiés à toute vitesse, sans opposition. De temps en temps, un cri retentit en faveur d'un candidat de dernière minute régulièrement désavoué ou une main réclame la parole qui ne renverse pas l'issue du scrutin.

La démocratie directe flatte le mythe, mais repousse la politique aux marges de la Landsgemeinde. Les notables, ancêtres des *Rhodes*, ces confréries semblables à la bour-

geoisie, s'affrontent et décident en coulisse, à l'abri de la voix populaire.

Pour l'heure, l'ancien président du PDC suisse habite le corps de la Landsgemeinde. Il maîtrise sa mécanique avec humour et efficacité. On rit volontiers, malgré la fringale qui se fait sentir. Conseiller d'Etat depuis 1984, envoyé à Berne quatre ans plus tôt, il fête vingt ans de pouvoir suivant une tradition qui commence avec un diplôme en droit de l'Université de Fribourg, catholique à loisir, pour aboutir au sommet de l'Etat cantonal et fédéral. Ruth Metzler est aussi passée par là.

Tradition et modernité

Au moment de leur élection, les magistrats en fonction tournent le dos à l'assemblée. Les adversaires jouissent de l'anonymat. Pour rien, car la Landsgemeinde garantit la continuité du pouvoir. Elle le légitime sur la place publique, à la face des mécontents. Et en direct, aux yeux du reste de la planète, incrédule et amusée.

Cependant, Appenzell zigzague entre le conservatisme apeuré et le cosmopolitisme à la mode. Aujourd'hui favorable au partenariat enregistré, il interdisait hier encore le concubinage. Il salue les guérisseurs en tout genre, bien que depuis 1965 il tente d'en apprivoiser la prolifération. Il se refuse à l'Union européenne avec une belle constance, alors que l'anglais est définitivement la première langue étrangère enseignée à l'école. L'exode rural séculaire et le vieillissement de la population sapent la colonisation furieuse des montagnes qui l'assiègent. On ne compte plus les téléphériques, les golfs et les parcours de randonnée, même si un Appenzellois AOC ne gravira jamais le Säntis. C'est un tabou aussi inébranlable que l'absence de lignes CFF et de routes nationales sur le territoire du canton. C'est pourquoi l'amour de l'ordre débouche sur la liberté «qui appartient à celui qui en éprouve le besoin et qui peut la défendre». Sans contradiction, la landsgemeinde célèbre à la fois l'obéissance à l'égard des valeurs communes et le sentiment d'indépendance vis-à-vis des étrangers, agglutinés au bord du ring. *md*

Visions du Réel: une question de distance

Emotion ou analyse? Au festival Visions du Réel de Nyon, parmi les nombreux films traitant de sujets politiques, les plus bouleversants ont voisiné avec les démonstrations rigoureuses.

R ebaptisé depuis dix ans «Visions du Réel», le festival nyonnais consacré au cinéma documentaire ne cesse de croître en termes de bonne réputation, de fréquentation et de nombre de films projetés. Parmi la vingtaine de longs métrages réunis dans la catégorie «compétition internationale», certains ont suscité davantage le débat que d'autres, dont une bonne partie de films dits «politiques». Tel par exemple *Arna's Children*, de Juliano Mer Khamis et Danniell Danniell, sur la question palestinienne. Dans ce film courageux, à prendre, selon le réalisateur, comme une «réponse aux propagandes israéliennes et américaines», on suit la destinée de jeunes habitants de Jenin engagés dans le combat jusqu'à tomber sous les balles de l'armée israélienne ou disparaître dans un attentat suicide. Filmé sur le long terme (plus de cinq ans), *Arna's Children* a

divisé le public en partisans de l'émotion forte qui s'en dégage et ceux qui regrettaient son manque de distance. Cette distance, le jury de Nyon - comptant dans ses rangs Nicolas Philibert, auteur de *Etre et avoir* - l'a récompensée en attribuant le Grand Prix à *Justiça*, de la Hollandaise Maria Ramos, une analyse raisonnée des rouages de la justice brésilienne.

Les provocations de la réalité

Si *Blandine et les siens*, de la Suisse Emmanuelle de Riedmatten, sur la visite bouleversante d'une jeune rescapée du génocide rwandais sur les lieux du drame, a fait l'unanimité, *Pour l'amour du peuple*, de Eyal Sivan a été l'objet de nombreuses controverses de couloirs. L'auteur de *Un spécialiste*, sur le procès Eichmann, et d'un récent film sur le conflit israélo-palestinien, *Route 181*, interdit de seconde projection au festival Ci-

néma du réel, à Paris, proposait cette fois un film basé sur les archives de la STASI. Provocation s'il en est, *Pour l'amour du peuple* donne la parole durant près de deux heures à un ancien officier de la STASI nostalgique de l'époque communiste. Le discours insoutenable du personnage, en voix «off», est mis en rapport avec des images d'archives des anciens services secrets de la RDA, montrant des exemples de l'immonde besoin du zélélateur du régime, qui n'hésite pas à conclure : «Je suis au chômage, aujourd'hui, mais on aura fatalement besoin de mes compétences lorsqu'il faudra lutter contre des néofacistes ou des terroristes».

Jacques Mühlethaler

Une sélection des films passés à Nyon est projetée à la Cinémathèque suisse, du 1er au 3 mai.

Pour l'amour du peuple le 3 mai à 21h.

Genève

Vote électronique

Genève aime à jouer les premiers de classe. Ainsi en matière de vote électronique le canton figure-t-il, avec Zurich et Neuchâtel, dans l'avant-garde helvétique qui expérimente ce nouveau mode de scrutin. Après les corps électoraux des communes d'Anières et de Cologny en 2003, c'était au tour des citoyennes et citoyens de Carouge de cliquer le 18 avril dernier, pour ou contre la sauvegarde d'une vieille salle de cinéma. Du coup la cité sarde devenait la première ville d'Europe continentale à voter par Internet lors d'un scrutin officiel.

La fréquentation physique des locaux de vote a été comme d'habitude confidentielle (4.9%),

depuis l'introduction du vote par correspondance, alors qu'un quart des votants s'est laissé séduire par le vote électronique. Il faut voir dans cet engouement plutôt l'attrait de la nouveauté que la facilitation de l'acte civique. En effet, les mesures de sécurité qu'implique le vote électronique - en particulier d'interminables suites de chiffres à introduire pour s'identifier puis pour valider son vote - ne rendent pas l'exercice particulièrement simple. Remplir son bulletin à la main, le glisser dans l'enveloppe - à Genève le port est gratuit - et dans une boîte à lettres reste un geste tout aussi simple et rapide.

Quant à la sécurité, les autori-

tés genevoises garantissent un degré élevé de protection. Or la communauté scientifique, dans sa majorité, n'est pas convaincue qu'il soit actuellement possible techniquement d'offrir cette garantie. Nombreux sont les spécialistes de l'informatique qui revendiquent une transparence complète du processus, en particulier par un droit d'accès au code source des applications de vote. Ainsi la communauté des usagers pourrait participer à la détection d'éventuelles lacunes de ce code. A cet égard, la décision du Conseil d'Etat genevois d'autoriser la consultation des sources du programme exclusivement à la Chancellerie n'est pas satisfaisante. *jd*

DP et Marco Danesi récompensés

Pascal-Arthur Gonet est mort du sida il y a un peu plus de dix ans. C'était l'un des très bons journalistes de Suisse romande et son ami Gilbert Salem lui a consacré un livre, A la place du mort, en 1996. Son souvenir se perpétue à travers un prix décerné chaque année à un journaliste stagiaire de Suisse romande.

Cette année le choix s'est porté sur Marco Danesi, notre rédacteur permanent. DP est honoré par cette distinction. Elle récompense notre effort constant pour faire émerger de jeunes talents. Mais elle est surtout l'occasion de mettre en évidence la capacité de Marco Danesi de voir le monde et son étrangeté, et d'apporter au lecteur un point de vue nouveau et inattendu.

Grandeur et dérision d'un jubilé

Jusqu'au 15 mai 2004, la Bibliothèque nationale suisse commémore le centième anniversaire de la naissance de Ludwig Hohl. Cet écrivain suisse-alsacien, né en 1904 à Netstal (Glaris). Après Vienne, Paris et La Haye, il a passé plus de trente années inconnu et rejeté à Genève où il est mort en 1980.

Suivant une perspective en spirale chère à Ludwig Hohl, notre parcours commence dans les cinquante-cinq kilomètres de rayons de la Bibliothèque nationale. Ce monument du Bauhaus des années trente, rénové il y a dix ans, plonge sept étages de magasins en sous-sol jusqu'au niveau de l'Aar. C'est ici qu'on a installé un jubilaire qui ne respecte pas la pensée-archive, qui ne craint rien tant que les fondations élevées en son nom de manière posthume, qui s'amuse et se rit des disputes anticipées autour de son héritage.

Après Jacques Chessex l'année passée, il fallait bien trouver un lieu où faire exposition d'un homme qui, de son vivant, a fui les commémorations, célébrations ou consécractions, parce qu'elles exprimaient selon lui, la mode «extérieure» et le spectacle trivial d'une société fuyant le travail et l'effort. Cette résistance à toute gloire, il l'a publiquement manifestée lors de la remise du Prix du centenaire Robert Walser à Zurich au Schauspielhaus le 15 avril 1978 par le choix d'un texte court et austère, intitulé *L'effort* qu'il lut en réponse à l'éloge d'Adolf Muschg. Cette résistance à la publicité, il l'exprima également en hésitant jusqu'au dernier moment (a-t-il fait ou non le déplacement?) à se rendre à la remise du Prix Pétrarque à Florence le 17 mai 1980, l'année de sa mort.

L'insistance «hors modes» sur les bienfaits de l'intériorité, éclate dans tous ses récits, comme dans *Une Ascension*, mise en scène ce printemps à Genève et Lausanne

par Marcella Bideau, avec Jean-Luc Bideau et Jacques Probst. L'interprétation de Jean-Luc Bideau d'ailleurs donne une allure plus romantique qu'ascétique au personnage qu'il incarne.

Amarrer les mots à la matière

Alors, quel choix opérer pour rendre hommage au tournoiement immense, infini, de la pensée créatrice de Ludwig Hohl, sans la figer dans un rictus de circonstance?

Le choix de la Bibliothèque nationale est simple, concret, matériel. Il fait main basse sur la conviction, sans cesse répétée dans l'œuvre colossale de Hohl, de la «corporéité» des mots. A partir de là, on va laisser les

documents, les notes éparses, les bouts de papiers, les rebuts, parler d'eux-mêmes. Comme si les pierres pouvaient parler! Ouvrir le fond d'archives littéraires Ludwig Hohl à l'état brut (270 boîtes de 45/35 cm), donner à voir tous ces supports de pâte à papier jaunies, visualiser ces vieilles pages et ces vieux carnets défaits. Par exemple, vingt-trois carnets sélectionnés à partir d'un fond de trente bloc-notes, agendas et feuilles éparses.

L'exposition fait donc le choix de privilégier la vue des mots, plutôt que leur sens. Dans quelle mesure ces vestiges littéraires peuvent-ils donner le change? Les mots perdus peuvent-ils tuer comme des balles perdues?

Mais Hohl lui-même était le premier partisan d'une théorie des mots qui fracasse leur rôle mineur de «coquille» ou d'instrument d'un sens plus élevé, pour leur rendre une place prépondérante de chose

en soi. L'un de ses traits de génie est d'avoir déplacé la ligne de démarcation entre les mots et le sens, pour amarrer véritablement le mot à la matière. On n'est pas loin de l'hélice ADN, avec ses possibilités matérielles infinies de composition et recombinaison d'un code. Hohl, dans un texte très connu, dénonce l'erreur de ceux qui croient que le mot serait à assimiler au «verbe», au sens grec de logos. «La cause et le lieu de l'erreur, c'est d'abord que les gens ne savent pas ce qu'est un mot. Ils ignorent la vie propre du mot, sa corporéité.» (Notes, fragment 10, page 159)

Des pensées qui fleurissent

Dès lors, c'est avec joie que l'on visite une exposition qui n'est pas là pour créer ou confirmer un mythe, le «mythe de l'écrivain suisse hors norme». La salle de la Bibliothèque nationale consacrée à Hohl est comme un jardin où continuent de fleurir des spécimens de pensées créés par lui. Un grand moment de la visite est de s'isoler dans le boyau profond et dérobé qui se situe au fond de la salle, où l'on projette un film d'Alexandre Seiler sur l'écrivain. Le regard de Hohl filmé l'année avant sa mort, à son domicile de la rue David-Dufour à Genève, alors qu'il passe le pas de porte entre la cuisine et la chambre, ayant sans doute fait provision d'alcool, est un regard d'outre-tombe déjà, mais amical comme seul sait l'être un homme que rien ne retient.

Finalement, ce que l'exposition réussit à merveille, c'est de rappeler que l'œuvre de Hohl est allergique à tout mouvement de totalisation comme on en rencontre chez Dürrenmatt, Frisch ou Muschg. C'est un clin d'œil permanent de résistance à la notoriété extériorisée que même le catalogue de l'exposition s'acharne à prolonger.

Eric Baier

Ludwig Hohl, *Alles ist Werk*, catalogue, Suhrkamp 2004.

«Tournoiement immense, infini, de toute pensée créatrice, dans l'individu comme dans l'humanité. Il suffit que soit indiquée la direction. Commence alors un mouvement lent et désordonné, qui dure longtemps, jusqu'à ce qu'on parvienne quand même, au bout du compte, à l'endroit qui, de longue date, nous était désigné.»

(Notes ou de la réconciliation non prématurée, traduit par Etienne Barilier, l'Age d'Homme 1989, page 52, fragment 79.)

Muma l'allumeur

Le peintre catalan Muma expose tout le mois de mai à l'Espace culturel d'Assens. Le programme est vaste : peintures, dessins, installations, une performance avec 75 volontaires et 60 choristes, et des livres présentés lors d'une soirée de lecture.

Sous le titre *Voie-ages*, une exposition conçue comme une métaphore, Muma livre un itinéraire et sa signification. Il précise avoir lu à cet effet le récit du voyage qu'entreprit au Tibet à la fin du XVI^e siècle un jésuite catalan, Antoni de Montserrat, à la cour du Grand Moghol. «... (il) imagine que les Tibétains sont anthropophages. Le pense-t-il vraiment ou est-il victime de ses fantasmes? C'est le point auquel je voulais arriver: l'étrange nous révèle... »

Muma déambule à travers l'histoire de l'art en expérimentant les sensations variées que convoquent la réalité et la fiction. A cet égard, *La peur du désir*, une œuvre au crayon, acrylique et limaille sur toile qu'il a réalisée en 2001, d'un format intimidant, est emblématique. L'homme s'y est représenté en ombre, debout, tournant le dos au spectateur, dont le regard, comme celui du peintre, est happé par un quarteron de créatures lascives, esquissées avec la brutalité d'un Georg Grosz ou d'un Rudolf Schlichter, qui ont su donner dans les années 1920 ses lettres de noblesse à la re-

présentation graphique du meurtre passionnel.

Que la fête commence !

Le vernissage de l'exposition sera suivi de l'allumage de 12000 bougies sur le chemin du village, avec une « tempête finale » sur une musique de Blaise Mettraux et un texte de Gil Pidoux. L'idée d'allumer ville ou village est venue à Muma il y a vingt ans au cours d'un voyage en vélo à Pokhara au Népal où, chaque année lors d'un festival, les lumières électriques de la ville sont éteintes à la faveur d'une multitude de petites bougies. Moment d'émotion, qu'on imagine entre Proust et Heidegger, où l'on se sent « être au monde », raconte l'artiste qui éprouve alors le besoin de créer une sculpture sociale participative pour souligner la richesse et la complexité du tissu social et associatif d'une concentration urbaine, même modeste. La sensation plastique se met au service

de l'espace citoyen, dans une atmosphère qui pourrait faire songer à une *Leçon de ténèbres* - tirée du répertoire musical baroque - transportée sur la place publique. Muma a ainsi déjà allumé Gérone, bourgade de 80000



Extrait du livre *Mémoires anticipés du professeur Croûton l'Ancien*

**CURSUS
HONORUM**

habitants située à cent kilomètres au nord de Barcelone. Tout indique que Muma n'en restera pas là.

Christo l'infatigable n'a-t-il pas déjà consacré presque une vie entière à son monumental travail d'emballage ?

Les humeurs de Croûton l'Ancien

L'exposition d'Assens offre à Muma l'occasion de publier un nouveau texte de Croûton l'Ancien, dont *La méthode pour apprendre à décourager les artistes en général, et les peintres en particulier* nous avait déjà ravés en 2002. Le nouvel opuscule, les *Mémoires anticipés du professeur*, accompagnés de cinq sérigraphies, font état de sa carrière, ambitieuse et désespérée, de « fonctionnaire à l'Octroi du Ministère de la Culture et du Pis-aller ». L'artiste s'y parodie

jusque dans la crise mystique. Un vrai régal.

Le mérite de Muma est de rester spirituel jusqu'au bout du désenchantement, quitte, au passage, à fustiger une industrie culturelle absurde où les ténors de l'art contemporain et leur cohorte de *fashion victims* se caricaturent avec une volupté coupable. L'indifférence qu'affiche non sans cruauté le concierge du Ministère de la Culture, les prétentions artistiques des vedettes du sport ou encore le Tribunal de l'injustice en peinture ne sont que quelques éléments d'un malaise qu'Alice Neel avait diagnostiqué dès les années 1960 en qualifiant de « pollution » la dictature warholienne, alors à ses balbutiements.

S'éloigner du précipice

A travers de nombreuses collaborations (notamment avec le sculpteur Etienne Krähenbühl) et par des moyens d'expression variés, Muma porte le souci d'une certaine tradition: « C'est la culture, dit-il, qui donne le sens jusqu'aux pulsions les plus cachées et qui permet de leur donner une forme symboliquement élaborée qui nous éloigne un peu du précipice. » Le ton provocateur de son écriture masque ainsi un désir vigoureux de partage. Lucide - il se dit démodé de naissance - le peintre sait que pareilles velléités font parfois pouffer les élites artistiques d'aujourd'hui. Peu lui chaut, il continuera d'allumer. A la lumière vacillante de son propos, nous pourrions peut-être éviter la bousculade.

Christian Pellet

Muma, *Voie-ages*. Peintures, dessins, installations, Espace culturel d'Assens, exposition du 1er mai au 5 juin 2004. www.espace-culturel.ch

Le 1er mai dès 20h30, *Allumons Assens!*, performance depuis l'Espace culturel jusqu'au centre du village. Le 27 mai à 20h, soirée de lectures avec Beat Christen, Eugène, Daniele Maggetti et Domenico Carli.

Muma, *Mémoires anticipés du professeur Croûton l'Ancien*, éditions art&fiction, Lausanne, avril 2004. www.artfiction.ch